

*Questions orales*

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à une pareille question à la Chambre. La Panarctic Oils Limitée, le Canadien Pacifique et d'autres compagnies sont intéressés dans un gazoduc de l'Arctique. Pour le moment, un comité effectue une «polar gas study» relativement à ce projet de gazoduc vers l'Est du Canada, et en particulier le Québec.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député voudrait-il reprendre son siège...

[Traduction]

Je fais remarquer aux députés que cinq députés ou plus voudraient poser des questions supplémentaires à ce sujet, et cela pourrait très bien nous mener jusqu'à la fin de la période des questions. J'espère que les députés borneront leurs questions supplémentaires à ce sujet car nous n'avons pas avancé très vite jusqu'ici. Beaucoup de questions supplémentaires ont en effet porté sur des sujets déjà soulevés par des députés.

[Français]

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Voudrait-il user de son influence pour favoriser l'itinéraire le plus court, soit celui qui franchirait l'est de la baie d'Hudson et de la baie James?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je dois donner...

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence a interprété la question de l'honorable député comme une instance, et donne la parole à l'honorable député de Calgary-Nord.

\* \* \*

[Traduction]

**L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE**

LA DÉMISSION ÉVENTUELLE DU PRÉSIDENT, M. HOWLAND—LES INTÉRÊTS DE L'OUEST LORS DE LA NOMINATION D'UN SUCCESSEUR

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre. Étant donné que l'Office national de l'Énergie est chargé de prendre des décisions concernant l'exportation du gaz naturel et d'autres produits énergétiques, a-t-il été question de la démission éventuelle de M. Howland, président de l'Office national de l'Énergie, ou d'un changement de personnel à l'Office national de l'Énergie à cause d'une ingérence politique ou pour d'autres raisons?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je peux confirmer que M. Howland, dont le mandat en qualité de président de l'Office national de l'Énergie prend fin en août prochain, a laissé entendre qu'il voulait se démettre de ses fonctions dès le mois prochain. Je voudrais saisir cette occasion, puisque nous parlons de cette affaire, pour rendre hommage à M. Howland pour les services dévoués qu'il a rendus au Canada depuis 25 ans à de nombreux titres, mais plus particulièrement en qualité de vice-président et de président de l'Office national de l'Énergie.

[M. Laprise.]

Des voix: Bravo!

● (1450)

M. Macdonald (Rosedale): Il a été un bon fonctionnaire et il a bien travaillé pour le Canada.

M. Woolliams: Comme une bonne partie du travail de la Commission nationale de l'énergie avait trait jusqu'ici, comme dans l'avenir, aux exportations de gaz naturel et de pétrole brut, si importantes pour l'économie de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest, le ministre voudrait-il nous assurer que lorsqu'il s'agira de désigner de nouveaux membres à la Commission, il tiendra compte des intérêts de l'Ouest du Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je rappelle au député que l'Alberta compte actuellement plusieurs représentants au sein de la Commission. La Commission ne s'occupe pas, bien entendu, que du pétrole mais des questions concernant l'électricité également.

Une voix: Et les provinces atlantiques?

M. Macdonald (Rosedale): Comme le signale le député, étant donné l'essor de l'industrie sur la côte est...

M. l'Orateur: A l'ordre.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LA POSITION DU MINISTRE QUANT AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ DES RESSOURCES MARINES DU PLATEAU ET DU TALUS CONTINENTAUX

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre est-il au courant de la déclaration d'hier après-midi du président Echeverria du Mexique, selon laquelle le gouvernement mexicain a décidé d'étendre la propriété de ses ressources marines à 200 milles au large des côtes, et le ministre est-il disposé, en vue d'unifier la position du Canada dans les affaires internationales, à déclarer carrément que les ressources marines du plateau et du talus continentaux appartiennent, selon lui, au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant de cette déclaration et je remercie le député de me l'avoir signalée. Je tiens à lui dire, ainsi qu'à la Chambre, que le gouvernement se propose de publier une déclaration d'ici la fin de l'année sur les objectifs et la prise de position du Canada en ce qui concerne le droit de la mer, y compris la question soulevée par le député.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre si, lors de la Conférence sur le droit de la mer, la position officielle du Canada consistera à étendre notre juridiction à notre plateau et notre talus continentaux et si, dans ce cas, le gouvernement a l'intention d'appuyer la position que prend l'Islande à ce sujet, étant donné que la situation est semblable dans les deux pays?